

DECRET N° 2012-407/PRES/PM/MASSN/MEF du 15 mai 2012 portant attributions, organisation et fonctionnement du Secrétariat Permanent du Conseil national Multisectoriel pour la protection et la promotion des Droits des personnes Handicapées. JO N° 22 DU 31 MAI 2012

**LE PRESIDENT DU FASO,
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**

- VU** la Constitution ;
- VU** le décret n°2011-208/PRES du 18 avril 2011 portant nomination du Premier Ministre ;
- VU** le décret n°2011-237/PRES/PM du 21 avril 2011 portant composition du
Gouvernement ;
- VU** le décret n°2011-329/PRES/PM/SGG-CM du 06 juin 2011 portant attributions des membres du
Gouvernement ;
- VU** le décret n°2010-393/PRES/PM/MASSN du 29 juillet 2010 portant organisation du ministère de l'action
sociale et de la solidarité nationale ;
- VU** la loi n°012-2010/AN du 1^{er} avril 2010 portant protection et promotion des droits des personnes
handicapées au Burkina Faso ;
- VU** le décret n°2012-406/PRES/PM/MASSN du 15 mai 2012 portant création, attributions, composition et
fonctionnement du Conseil National Multisectoriel pour la Protection et la Promotion des Droits des
Personnes Handicapées ;
- Sur** rapport du Ministre de l'action sociale et de la solidarité nationale ;
- Le** Conseil des Ministres entendu en sa séance du 15 février 2012 ;

DECRETE

CHAPITRE I : DES DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 : Les attributions, l'organisation et le fonctionnement du Secrétariat Permanent du Conseil national Multisectoriel pour la protection et la promotion des Droits des personnes Handicapées en abrégé SP/COMUD/Handicap sont fixés par les dispositions du présent décret.

ARTICLE 2 : Le Secrétariat Permanent est l'organe d'exécution du Conseil national Multisectoriel pour la protection et la promotion des Droits des personnes Handicapées.

CHAPITRE II : DES ATTRIBUTIONS

ARTICLE 3 : Le Secrétariat Permanent du Conseil national Multisectoriel pour la protection et la promotion des Droits des personnes Handicapées est chargé :

- de préparer les sessions du COMUD/Handicap ;
- de centraliser, traiter et diffuser l'information sur la situation des personnes handicapées ;
- d'exécuter les décisions du COMUD/Handicap ;
- de coordonner la mise en œuvre des plans d'action nationaux ;
- de promouvoir les activités de plaidoyer pour la mobilisation sociale autour de la protection et de la promotion des personnes handicapées ;
- de promouvoir la recherche-action et les études dans le domaine du handicap ;
- de suivre la mise en œuvre des conventions, des traités et des textes législatifs et réglementaires sur les droits des personnes handicapées ;
- de mobiliser des ressources humaines, matérielles et financières nécessaires à la mise en œuvre des plans d'actions de protection et à la promotion des personnes handicapées.

ARTICLE 4 : Le Secrétariat Permanent du COMUD/Handicap est dirigé par un Secrétaire Permanent nommé par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre chargé de l'action sociale.

Le Secrétaire Permanent a rang de Conseiller Technique.

A cet titre, il bénéficie des mêmes avantages et prérogatives reconnus aux Conseillers Techniques des départements ministériels.

ARTICLE 5 : Le Secrétaire Permanent du Conseil national Multisectoriel pour la protection et la promotion des Droits des personnes Handicapées est assisté d'un personnel mis à sa disposition par le Ministre chargé de l'action sociale et/ou d'agents contractuels.

Celui-ci conserve quelle que soit sa structure d'origine, sa qualité de fonctionnaire et l'intégralité de ses droits et prérogatives attachés à son statut.

CHAPITRE III : DE L'ORGANISATION ET DU FONCTIONNEMENT

ARTICLE 6 : Le Secrétariat Permanent du Conseil national Multisectoriel pour la protection et la promotion des Droits des personnes Handicapées comprend deux (02) directions techniques et un service d'appui qui sont :

- Directions techniques
- la direction des études et du suivi-évaluation ;
- la direction de la formation et du plaidoyer.
- Structures d'appui
- Le service des affaires administratives et financières.

ARTICLE 7 : La direction des études et du suivi-évaluation est dirigée par un directeur nommé par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre chargé de l'action sociale.

A ce titre, il est chargé:

- de coordonner les actions des services placés sous son autorité ;
- de centraliser, capitaliser et diffuser l'information sur la situation des personnes handicapées ;
- de suivre et coordonner les actions des services publiques et privés intervenant dans la protection et la promotion des droits des personnes handicapées ;
- de suivre la mise en œuvre des instruments juridiques régionaux et internationaux relatives aux droits des personnes handicapées ;
- de réaliser des études et/ ou recherches portant sur la protection, la promotion et l'inclusion des personnes handicapées ;

- de suivre et d'évaluer la mise en œuvre des plans d'actions de protection et de promotion des droits des personnes handicapées.

ARTICLE 8 : La direction de la formation et du plaidoyer est dirigée par un directeur nommé par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre chargé de l'action sociale.

A ce titre, il est chargé de :

- de coordonner les actions des services placés sous son autorité ;
- d'élaborer et de mettre en œuvre des stratégies de plaidoyer et de communication sur les droits des personnes handicapées ;
- de concevoir et de diffuser des messages d'information et de sensibilisation sur les droits des personnes handicapées ;
- d'assurer les actions de formation sur les droits des personnes handicapées ;
- d'évaluer les stratégies de communication et de plaidoyer ;
- de veiller à la prise en compte des questions du handicap dans les projets, programmes et plans de développement.

ARTICLE 9 : Le service des affaires administratives et financières est dirigé par un Chef de service nommé par arrêté du Ministre de l'action sociale et de la solidarité nationale sur proposition du Ministre chargé des finances. A ce titre, il est chargé :

- d'élaborer le budget du Secrétariat Permanent du Conseil national Multisectoriel pour la protection et la promotion des Droits des personnes Handicapées ;
- d'exécuter et de suivre le budget du Secrétariat Permanent du Conseil national Multisectoriel pour la protection et la promotion des Droits des personnes Handicapées;
- d'exécuter et de suivre les appuis des partenaires du Secrétariat Permanent du Conseil national Multisectoriel pour la protection et la promotion des Droits des personnes Handicapées;
- de gérer les stocks, le patrimoine mobilier et immobilier du Secrétariat Permanent du Conseil national Multisectoriel pour la protection et la promotion des Droits des personnes Handicapées;
- d'assurer la gestion du personnel et des biens du Secrétariat Permanent du Conseil national Multisectoriel pour la protection et la promotion des Droits des personnes Handicapées.

ARTICLE 10 : L'organisation des directions et service du Secrétariat Permanent du Conseil national

Multisectoriel pour la protection et la promotion des Droits des personnes Handicapées est définie par arrêté conjoint du Ministre chargé de l'action sociale et du Ministre chargé des finances.

CHAPITRE IV : DES DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

ARTICLE 11: Le fonctionnement du Secrétariat Permanent du Conseil national Multisectoriel pour la protection et la promotion des Droits des personnes Handicapées est assuré par le budget de l'Etat, les subventions des organismes et des partenaires au développement, les dons et les legs.

ARTICLE 12 : Le Ministre de l'action sociale et de la solidarité nationale et le Ministre de l'économie et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret qui sera publié au journal officiel du Faso.

Ouagadougou, le 15 mai 2012

Blaise COMPAORE

Le Premier Ministre

Beyon Luc Adolphe TIAO

-

Le Ministre de l'économie et
des finances

Lucien Marie Noël BEMBAMBA

Le Ministre de l'action sociale

Clémence TRAORE/SOME